

INTRODUCTION

Paula DIEHL et Alexandre ESCUDIER

La représentation politique ne s'épuise pas dans les actions des représentants politiques, dans leurs prises de décision ni dans la traduction des droits des représentés dans l'espace délibératif du gouvernement représentatif. Il suffit d'observer les bâtiments publics, les monuments commémoratifs, les symboles et rituels institutionnels – ou encore la communication politique des gouvernants – pour prendre la mesure des aspects proprement symboliques de la représentation politique.

« Représenter », politiquement, requérant avant tout de poser des actions concrètes, la tentation peut être grande de séparer (et par là même de marginaliser) la dimension symbolique de la politique des actes concrets des représentants politiques. Il n'en reste pas moins que tout atteste une dimension symbolique irréductible de la plupart des actes de représentation. Les paroles, les gestes, les images, etc. de la communication politique renvoient toujours à des valeurs, des codes symboliques partagés par une communauté politique, voire morale. Et c'est justement à ce niveau « symbolique » (via les actions des représentants ou bien l'usage qu'ils font des symboles) que le sens des institutions, des normes et des principes politiques devient palpable et perceptible pour chacun.

S'il est vrai que notre réalité sociale est construite quotidiennement par des actes symboliques et par la production sociale de connaissances, ainsi que le montrent Peter Berger et Thomas Luckmann, il n'en va pas différemment dans le champ de la politique concrète. Pour la « sociologie de la connaissance » en effet, la réalité sociale est toujours déjà symboliquement construite. Il s'agit d'un paradoxe par lequel l'homme est « capable de produire un monde qu'il expérimente ensuite comme quelque chose d'autre qu'un produit humain ¹ ». Les individus s'approprient des connaissances partagées au sein d'une société et internalisent les structures du monde social alentour, sans pour autant se rendre compte qu'ils opèrent déjà dans un espace symbolique commun. La réalité mentale tout autant que la vie émotionnelle et psychique des groupes sont uniment constitués *par* et constitutifs *du* symbolique.

Envisagée sous cet angle, la thématique de la représentation politique recoupe un domaine beaucoup plus vaste que le seul champ juridique et la seule question du mandat représentatif (libre ou impératif). On comprend ainsi que les principes, les normes, le sens des institutions et l'accord sur les règles politiques ne constituent pas des structures invariables et statiques, mais changent continûment dans les pratiques (entre autres) symboliques de la société.

Étendue de la sorte quant à sa définition, comment dès lors préciser la notion de représentation politique ? Dans le *Dictionnaire constitutionnel* d'Olivier Duhamel et d'Yves Mény, le concept de représentation est défini comme le « processus par lequel quelque chose (personne(s), groupe(s), chose(s) ou abstraction(s)) qui n'est pas réellement (c'est-à-dire physiquement) présent est rendu présent par un intermédiaire ² ».

Hanna Pitkin, la théoricienne la plus éminente de la représentation politique, affirme que représenter consiste à « rendre présent de nouveau » quelque chose ou

¹ Peter L. Berger et Thomas Luckmann, *La Construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1986, p. 87.

² Olivier Duhamel et Yves Mény, « Représentation », *Dictionnaire constitutionnel*, Paris, Presses universitaires de France, 1992, p. 914.

quelqu'un (*making present again*)³. Cette définition brève et ramassée était déjà centrale pour un auteur comme Carl Schmitt⁴. Elle rend compte non seulement de la principale fonction de toute représentation mais également du rapport existant entre représenté(s) et représentant(s). Cette idée que quelque chose (ou quelqu'un) peut tenir lieu d'autre chose (ou de quelqu'un d'autre), l'idée que l'on peut ainsi conférer une présence à quelque chose (ou quelqu'un) d'absent, bref la notion de « lieutenance »⁵ de la représentation nous livre une première clef de lecture importante du problème.

Cela ne va d'ailleurs pas sans paradoxe, au sens où le représenté est invoqué comme étant tout à la fois absent *et* présent. « Affirmer que quelque chose est simultanément présent et non présent équivaut à un pur et simple paradoxe, par quoi on introduit une dualité fondamentale dans le concept de représentation⁶ ». Il en découle nécessairement l'interrogation suivante : « En quel sens quelque chose peut-il être considéré comme présent alors qu'en fait il ne l'est pas ?⁷ ». On voit ainsi qu'il existe de nombreuses manières de représenter (politiquement) et que nombre d'entre elles peuvent se référer à la question du symbolique. La polysémie même du mot nous livre ici quelques pistes.

Le concept de « représentation » recouvre en effet des acceptions parfois fort dissemblables. Sa polysémie s'étend ainsi de la simple délégation (ou mandat) à l'idée d'incarnation, en passant par la notion de représentation juridique, ou encore par la mise en scène et la symbolisation du représenté au niveau des imaginaires politiques. Qu'il s'agisse de l'anglais, du français ou des autres langues romanes, les significations associées au concept varient sensiblement selon les langues.

L'allemand en revanche dispose de tout un dégradé de concepts connexes permettant d'exprimer les différentes facettes de la notion de « représentation ». Le *Dictionnaire historique de la philosophie* de Joachim Ritter⁸ indique ainsi tout un « champ sémantique », propre à la langue allemande, englobant des significations aussi différentes que « Vorstellung » (*imagination*), « Darstellung » (*présentation*), « Abbild » (*image-reflet de l'original*), « Bild » (*image*) et « Stellvertretung » (*représentation juridique, mandat*). Pour chacune de ces notions, représenter, c'est « faire apparaître » et « rendre présent », mais il s'en dégage alors différentes façons de rendre présent ce qui demeure absent.

Le présent numéro des *Cahiers du CEVIPOF* propose d'explorer plus avant les différentes facettes de la « représentation politique » et de considérer notamment ses aspects proprement symboliques, trop souvent négligés par la science politique. Les différentes perspectives adoptées sont entre elles complémentaires et tentent d'ouvrir quelques pistes afin de re-problématiser le concept usuel de « représentation politique ». Se trouvent ainsi croisées et mises en discussion (Allemagne, France, recherches anglo-saxonnes) diverses théories et approches conceptuelles du problème de la « représentation politique », depuis le tournant du « gouvernement représentatif » à la fin du XVIII^e siècle. Nous reconsidérons pour ce faire différents aspects de la représentation proprement symbolique du politique (esthétisation, mise en scène, ritualisation, visualisation, etc.) et proposons de les articuler à une théorie de la démocratie.

³ Hanna Fenichel Pitkin, *The Concept of Representation*, Berkeley, University of California Press, 1972, p. 8.

⁴ Carl Schmitt [1928], *La Théorie de la constitution*, Paris, Presses universitaires de France, 1993.

⁵ Sur cette notion de « lieutenance » de la représentation, Cf. Paul Ricœur, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.

⁶ “To say that something is simultaneously both present and not present is to utter a paradox, and thus a fundamental dualism is built into the meaning of representation”, Hanna Fenichel Pitkin, *The Concept of Representation*, *op. cit.*, p. 9.

⁷ Hanna Fenichel Pitkin, *Ibid.*

⁸ Stephan Meier-Oeser, “Repräsentation”, Joachim Ritter und Karl Gründer (Hrsg), *Das Historische Wörterbuch der Philosophie*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1992, p. 790.

L'attention est tout d'abord portée sur la représentation politique, sur ses champs sémantiques (*Repräsentation/ Vertretung/ Darstellung*) et ses définitions concurrentes – dans la théorie politique moderne et contemporaine, mais aussi du point de vue historique à moyen et long terme. Il convient, ce faisant, d'articuler recherche empirique et propositions conceptuelles sur la représentation. Les questions de méthode induites portent pour l'essentiel sur le problème de la communication politique, de l'imaginaire politique, de la représentation de l'ordre social, les utopies sociales, etc. Dans une telle perspective, les mythes, les symboles, les images, les discours et les récits revêtent une importance cruciale comme sources historiques et surfaces de projection des acteurs passés. Ils permettent alors de mieux saisir les ressorts profonds de la représentation politique moderne (de la symbolique de la Révolution française, en passant par les mythes totalitaires, jusqu'aux représentations symboliques de la démocratie après 1945). Cette extension empirique et méthodologique de la question requiert de dialoguer *ad hoc* avec les matériaux et concepts traditionnels des disciplines voisines, telles que la philosophie, l'histoire, la sociologie et les sciences de la culture (*Kulturwissenschaften*).

Les contributions rassemblées ici s'organisent selon trois sections.

La première porte sur le concept de « représentation » et sur ses dimensions proprement symboliques. Gerhard Göhler problématise ainsi la notion de représentation symbolique, en complément de l'idée de représentation juridique ou encore de représentation-mandat au sein des régimes démocratiques modernes et contemporains. Il compare entre elles les théories anglo-saxonnes (Locke, *Fédéralistes* américains, Hanna Pitkin), françaises (Rousseau, Sieyès) et allemandes (Rudolf Smend, Ernst Fraenkel, Carl Schmitt, Eric Voegelin) de la représentation et dégage respectivement le sort fait à la question du symbolique. Contrairement à Hanna Pitkin – pour qui les symboles inhérents à toute représentation recèlent un potentiel de manipulation, voire totalitaire –, Gerhard Göhler voit dans le symbolique un élément constitutif de l'ordre politique, fonctionnellement nécessaire à la médiation des représentants et des représentés.

Didier Mineur revient ensuite sur la « crise » de la représentation moyennant une réflexion croisée de philosophie politique et théorie juridique. Il constate que le mode premier d'existence de la « crise » est de l'ordre du discours ; elle est ainsi de prime abord une réalité performative : « il y a crise dès lors qu'on le dit ». Ce ne sont pas, pour Didier Mineur, des « crises » sectorielles hétérogènes à l'ordre politique qui viendraient le perturber de l'extérieur, mais bien la représentation politique moderne qui constitue « elle-même un écart essentiel » induit par « les régimes de vérité ou les présuppositions relatives à la réalité du peuple ». En ce sens, la crise de la représentation ne doit pas être perçue comme un dysfonctionnement regrettable, mais bien au contraire comme l'essence même de la représentation, un trait inhérent à sa structure. C'est en revenant ici, en forme d'archéologie conceptuelle, sur les fondements de la théorie juridique de la représentation politique que Didier Mineur nous invite à mieux saisir cette instabilité constitutive du gouvernement représentatif.

La seconde section de ce *Cahier* thématique est dédiée à la représentation du peuple.

Lucien Jaume traite de la Révolution française et de la manière dont le peuple a fait l'objet de représentations symboliques. La coupure révolutionnaire constitue de ce point de vue un bouleversement majeur. Le peuple devient un élément central de la représentation politique, et c'est dès lors tout l'imaginaire symbolique de la démocratie moderne qui se met durablement en place. Lucien Jaume traite de cette innovation sur le plan à la fois de l'action politique et de ses mises en forme symboliques. La représentation du peuple devient le lieu même du pouvoir et de son fondement principal. C'est désormais « Au nom du peuple » que l'Assemblée constituante refonde l'architecture institutionnelle du pays. Le peuple devient soudain, et durablement, le symbole-référent incontournable de tout discours révolutionnaire. La formule « Au nom du peuple » renvoie ainsi à une autorité pérenne incontestable, qui non seulement est dépositaire de la souveraineté mais qui apparaît aussi comme une « instance

tutélaire dont les réminiscences religieuses ne sont pas absentes ». Lucien Jaume décrit la mise en place discursive, symbolique et institutionnelle de cette nouvelle représentation politique via le principe-peuple, et il en suit les transformations successives dans la lutte symbolique pour la définition du pouvoir.

Paula Diehl montre, quant à elle, que cette lutte pour la définition du pouvoir passe notamment par ce qu'on peut appeler du « recyclage symbolique », c'est-à-dire par les mille et une manières qu'ont les acteurs de se réapproprier et de transformer les répertoires symboliques existants. On voit ainsi comment des formes anciennes d'expression symbolique se trouvent reconfigurées *ad hoc* par les acteurs politiques lorsqu'ils souhaitent exprimer de nouvelles revendications quant à l'ordre politique, en particulier dès lors qu'il s'agit de (re)définir ce qu'est le peuple. Deux séries d'exemples permettent à Paula Diehl d'illustrer son propos : les symboliques du peuple durant la phase radicale de la Révolution française et la redéfinition du peuple allemand par le national-socialisme. Au-delà de ces deux cas historiques, Paula Diehl argumente la portée méthodologique et théorique plus ample des approches formulées en termes de représentation « symbolique ». Car il est clair en effet qu'il était devenu impossible, même pour les régimes fascistes, d'articuler leur programme et idéologie dans un autre langage politique que celui du « peuple ». La référence au peuple est demeuré centrale, alors même que le racisme aryen venait subvertir le noyau principal et justificationnel de la démocratie représentative.

Ce numéro thématique se conclut par deux articles sur la représentation d'abstractions politiques : la société démocratique encadrée dans la forme du capitalisme (Natalie Scholz) et le principe de la liberté en France et en Allemagne (Daniel Schulz).

Natalie Scholz propose de renouveler les approches symboliques de la représentation à travers l'étude de la mise en scène politique des objets quotidiens. Elle pose la question de savoir s'il existe ou non une relation symbolique spécifique entre la démocratie et l'univers matériel des objets. Deux types de mise en scène politique retiennent à cet effet son attention : le *Musée historique national* de Rio de Janeiro au Brésil et la *Maison de l'histoire* à Bonn en Allemagne. Il apparaît dans les deux cas que les objets quotidiens endossent une fonction symbolique importante quant à la représentation de la nation et de la démocratie. Un conflit se dessine même entre la tentative de fixer la société démocratique (exposée au travers de ses objets) et la dynamique propre de la démocratie. Les objets semblent ainsi attester, pour Natalie Scholz, d'une « référence symbolique paradoxale » : « associés à la constitution démocratique de la société », ces mêmes objets, figés de la sorte, semblent contrecarrer l'ordre symbolique de la dynamique démocratique. En effet, si la démocratie – en tant que forme de société – demeure ouverte au changement, comme le suppose Claude Lefort, comment dès lors fixer sa symbolique ? La représentation symbolique de société démocratique entre ainsi en conflit permanent avec le processus d'auto-muséification du régime politique sous-jacent.

Le dernier article proposé ici aborde la représentation symbolique de l'idée de liberté en Allemagne dans le contexte européen. Daniel Schulz analyse la symbolique des monuments allemands pour la liberté et la compare aux métaphores de l'esclavage dans quelques grands textes de théorie politique (Machiavel, Rousseau, Condorcet, Tocqueville, Schœlcher). Tout comme Natalie Scholz, il montre que les symboles de la démocratie ne sont pas « durables », mais changent au gré des transformations historiques de la société. Daniel Schulz constate que, « contrairement à la France, l'Allemagne a donc établi une culture du symbolique, qui s'exprime paradoxalement dans l'absence de symboles traditionnels et que l'on peut comprendre comme le pathos rationaliste d'une sobriété visuelle et sémantique ». La question de la symbolisation de la liberté advient au premier plan seulement après la chute du mur de Berlin, ce qui conduit Daniel Schulz à se demander si nous n'assistons pas désormais à « une nouvelle forme de monuments politiques, des monuments qui veulent rendre présent l'acteur même de la démocratie au détriment du peuple dans son homogénéité et dans sa totalité (ce qui était l'obsession des régimes totalitaires), tout cela au profit des citoyens considérés dans leur individualité, et unis les uns aux autres par des rapports forcément variables ».

Ce numéro thématique des *Cahiers du CEVIPOF* se propose d'ouvrir une perspective nouvelle sur la question de la représentation politique en mettant l'accent sur les processus proprement symboliques qui contribuent à façonner la réalité politique de nos sociétés. Au fil des analyses, il apparaît *in fine* que la représentation définie comme représentation-action (*acting for*) demeure toujours intrinsèquement liée à la représentation symbolique du politique (*standing for*).